

**DECRET N°2012-751/PRES/PM/MICA du 24 septembre 2012 portant adoption du Plan d'action 2012-2014 de la Politique sectorielle de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (POSICA). JO N° 48 DU 29 NOVEMBRE 2012**

LE PRESIDENT DU FASO,

PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES

**VU** la Constitution ;

**VU** le décret n°2011-208/PRES du 18 avril 2011 portant nomination du Premier Ministre ;

**VU** le décret n°2012-122/PRES/PM du 23 février 2012 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;

**VU** le décret n° 2011-329/PRES/PM/SGG-CM du 06 juin 2011 portant attributions des membres du Gouvernement ;

**VU** le décret n°2011-479/PRES/PM/MICA du 26 juillet 2011 portant organisation du Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat ;

**Sur** rapport du Ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat ;

**Le** Conseil des Ministres en sa séance du 30 mai 2012 ;

**DECRETE**

-

-

**ARTICLE 1** : Est adopté le plan d'action 2012-2014 de la politique sectorielle de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (POSICA) dont le texte est joint en annexe au présent décret.

-

**ARTICLE 2** : Le Ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 24 septembre 2012

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre

**Beyon Luc Adolphe TIAO**

Le Ministre de l'industrie,  
du commerce et de l'artisanat

Patiendé Arthur KAFANDO

-  
-  
-

## PLAN D'ACTION 2012-2014 DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT (POSICA)

AVRIL 2012

### SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AGOA	: African Growth and Opportunity Act
AGSE	: Assemblées Générales des Sociétés d'Etat
APE	: Accords de Partenariat Economique
APEX-B	: Agence de Promotion des Exportations du Burkina
API	: Agence de Promotion des Investissements
APIT	: Associations pour la Promotion des Inventions et Innovations Technologiques
BRMN	: Bureau de Restructuration et de Mise à Niveau
CAM	: Commission d'Attribution des Marchés
CASEM	: Conseil d'Administration du Secteur Ministériel
CCI-BF	: Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso
CCVA	: Centre de Contrôle des Véhicules Automobiles
CDPI	: Centre de Documentation de la Propriété Intellectuelle
CEFAC	: Centre de Facilitation des Actes de Construire
CEFORE	: Centre de Formalités des Entreprises
CMA-BF	: Chambre des Métiers de l'Artisanat du Burkina Faso
CMLS	: Comité Ministériel de Lutte contre le SIDA
CNATAC	: Centre National d'Appui à la Transformation Artisanale du Coton
CNCC	: Commission Nationale de la Concurrence et de la Consommation
CNDCPI	: Comité National de Développement et de Coordination de la Propriété Intellectuelle
CNPA	: Commission Nationale de Promotion de l'Artisanat
CTAA	: Centre Technique d'Appui à l'Artisanat
CTP	: Comité Technique Paritaire
DAF	: Direction de l'Administration et des Finances
DCGU	: Direction du Centre des Guichets Uniques
DCPM	: Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle
DEP	: Direction des Etudes et de la Planification
DGA	: Direction Générale de l'Artisanat
DGCE	: Direction Générale du Commerce Extérieur
DGCI	: Direction Générale du Commerce Intérieur

DGI	: Direction Générale de l'Industrie	
DGPE	: Direction Générale de la Promotion de l'Entreprise	
DGPI	: Direction Générale de la Propriété Industrielle	
DQGM	: Direction Générale de la Qualité et de la Métrologie	
DPG	: Déclaration de Politique Générale	
DRH	: Direction des Ressources Humaines	
DRICA	: Direction Régionale de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	
EDIC	: Etude Diagnostique sur l'Intégration Commerciale	
FRSIT	: Forum de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique	
IGAE	: Inspection Générale des Affaires Economiques	
IGS	: Inspection Générale des Services	
JEB	: Journée de l'Entreprenariat Burkinabè	
JNP	: Journée Nationale du Paysan	
MEBF	: Maison de l'Entreprise du Burkina Faso	
MEF	: Ministère de l'Economie et des Finances	
MFPTSS	: Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	
MICA	: Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	
MRSI	: Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	
OAPI	: Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle	
OHADA	: Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires	
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce	
OMPI	: Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle	
ONATEL	: Office National des Télécommunications	
PAFASP	: Programme d'Appui aux Filières Agro-Sylvo-Pastorales	
PME	: Petites et Moyennes Entreprises	
PMI	: Petites et Moyennes Industries	
POSICA	: Politique Sectorielle de l'Industrie, du Commerce et de	l'Artisanat
PRED	: Programme de Restructuration des Entreprises en Difficulté	
PRM	: Personne Responsable des Marchés	
PRMN	: Programme de Restructuration et de Mise à Niveau	
PTF	: Partenaires Techniques et Financiers	
RGSP	: Rencontre Gouvernement Secteur Privé	
SCADD	: Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable	
SEHS	: Société d'Exploitation Hôtelière Silmandé	
SIAO	: Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou	
SIFEO	: Salon International des Financements d'Entreprises de Ouagadougou	
SIRA	: Système d'Information Régionale de l'Artisanat	
SITHO	: Salon International du Tourisme et de l'Hôtellerie de Ouagadougou	
SNC	: Semaine Nationale de la Culture	
SNE	: Stratégie Nationale de Promotion des Exportations	
SOFITEX	: Société Burkinabé des Fibres Textiles	

SONABHY	: Société Nationale Burkinabè des Hydrocarbures
SP/FCL	: Secrétariat Permanent du suivi de la Filière Coton Libéralisée
STFL	: Société de Transformation de Fruits et Légumes
TDR	: Termes De Référence
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNMO/CIR	: Unité Nationale de mise en Œuvre du Cadre Intégré Renforcé
UNPCB	: Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina Faso.

## INTRODUCTION

Depuis les années 1991, le Burkina Faso a entrepris de vastes réformes économiques en vue de rendre son économie plus compétitive et intégrée à l'économie mondiale. Dans cette perspective la promotion des secteurs comme le commerce, l'industrie et l'artisanat est apparue comme une condition indispensable à l'accélération de la croissance économique et à l'insertion de l'économie nationale à l'économie mondiale. Dans cette dynamique l'Etat se doit de créer des conditions favorables pour une économie forte et durable en vue de la réduction de la pauvreté.

Le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA), dans le cadre des réformes économiques, est responsable de la politique gouvernementale en matière de commerce, d'industrie et d'artisanat. Pour mettre en œuvre cette politique, le MICA s'est doté d'un certain nombre de stratégies sectorielles telles que la stratégie du développement industriel, la stratégie de promotion de l'artisanat, la lettre de politique de développement du secteur privé, la stratégie nationale de promotion des exportations (SNE), la politique nationale qualité et son plan d'action de mise en œuvre, etc.

Ces différentes stratégies ont permis d'enregistrer des résultats fort appréciables, mais de nombreuses insuffisances demeurent dans les domaines de transformation, et/ou de valorisation des ressources locales ainsi que des échanges commerciaux.

Pour plus d'efficacité, le MICA, s'est doté d'une politique sectorielle cohérente avec la politique nationale de développement, visant à dynamiser et à rendre performante l'économie dans son ensemble. Elle constitue un cadre de référence définissant les objectifs, les orientations et les axes stratégiques dans le but de relever les défis de la diversification de l'économie burkinabè à travers un secteur privé dynamique, compétitif, créateur d'emplois et de richesses pour une économie émergente d'ici à 2020.

La politique sectorielle du MICA adoptée par le conseil des ministres en sa séance du 08 février 2012 a été élaborée de façon participative dans une démarche de planification stratégique, suivant deux grandes étapes :

- une phase diagnostique qui a permis de déceler les forces et les faiblesses actuelles du MICA d'une part, et d'identifier les menaces et les opportunités dans les perspectives d'intervention du ministère d'autre part ;
- une phase d'élaboration des programmes, qui, à la lumière du diagnostic, a consisté à la formulation des politiques des secteurs d'intervention du ministère, la stratégie de mise en œuvre, de coordination et de suivi évaluation, la stratégie de communication et de mobilisation des ressources.

Pour sa mise en œuvre, le MICA a entrepris l'élaboration d'un plan d'actions opérationnel, détaillé, comprenant les objectifs, les activités, les échéances d'exécution, les synergies d'actions et les coûts en ressources financières et matérielles. Ce plan est bâti sur les trois secteurs que sont l'industrie, le commerce et l'artisanat avec à l'appui le secteur privé et le soutien au service du département.

Le présent rapport s'articule autour des points essentiels suivants :

présentation succincte de la politique sectorielle de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (POSICA) ;

opérationnalisation de la POSICA ;

matrice 2012-2014 du plan d'action de la POSICA.

## I. PRESENTATION SUCCINCTE DE LA POSICA

### I.1. LA VISION DE LA POSICA

La vision globale retenue à travers la politique sectorielle est que : « **le Burkina Faso dispose d'un secteur privé dynamique, compétitif, créateur d'emplois et de richesses pour une économie émergente d'ici à 2020** ».

Cette vision s'inscrit dans le premier axe stratégique de la SCADD à savoir le «**Développement des piliers de la croissance accélérée**»

La réalisation de cette vision exige que le MICA assume efficacement sa mission en parfaite collaboration avec les autres acteurs du secteur, dans le respect d'un certain nombre de principes directeurs importants dans la réussite de tout programme de développement.

### I.2. LES PRINCIPES DIRECTEURS

#### Le professionnalisme

Le développement des compétences est un élément essentiel pour la réalisation des missions du MICA. A cet effet, les valeurs et aptitudes telles que la technicité, la probité, l'expérience et l'habileté dans les métiers internes doivent être développées pour faire en sorte que les agents se comportent conformément à la déontologie

de leurs métiers. Le ministère, dans son rôle d'accompagnement du secteur privé, se doit d'être une institution efficace, flexible et prête à s'adapter au changement pour répondre au mieux aux attributions qui lui sont confiées et aux préoccupations du moment (montée des prix, vie chère, environnement commercial plus agressif, concurrentiel, instable, etc.) afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

### La participation et la responsabilisation

La démarche participative implique la responsabilisation des acteurs. Il est essentiel que les acteurs représentés par les institutions et les directions du ministère planifient et conduisent efficacement la mise en œuvre des actions qui ressortent de leur compétence. Leur implication réelle et leur responsabilisation sont indispensables à l'atteinte des résultats escomptés à travers la transformation des comportements et l'appropriation des nouveaux modes et outils de gestion stratégique.

### Le développement de partenariat

La stratégie de mise en œuvre de la politique sectorielle du MICA entend associer tous les acteurs concernés, notamment les Partenaires Techniques et Financiers (PTFs), le secteur privé, les Organisations de la Société Civile (OSC), le secteur informel. A cet effet, il convient de renforcer et de développer le Partenariat Public-Privé, les Cadres de Concertation Tripartite et de capitaliser et renforcer les acquis de la rencontre gouvernement-secteur privé et ceux d'avec les PTF.

### La bonne gouvernance

La bonne gouvernance constitue un principe fort pour la bonne réussite de la politique sectorielle. La transparence, l'équité, l'obligation de rendre compte, la responsabilité, sont entre autres, des concepts clés à promouvoir et qui doivent guider dans la mise en œuvre de la POSICA.

### L'unicité de pilotage

La POSICA est pilotée par une instance unique chargée d'en orienter et d'en coordonner la mise en œuvre et d'assurer le suivi et l'évaluation des programmes et plans d'actions. L'unicité du pilotage est un facteur essentiel pour le contrôle du rythme et de la trajectoire des différentes réformes. Les cadres de concertation existant seront rationalisés pour éviter les doublons et redondances en la matière, source d'inefficacité et devront intégrer l'ensemble des structures rattachées, de missions et déconcentrées du MICA.

### La priorisation des actions

La définition rigoureuse de priorités pour les activités est un axe fort de la présente politique sectorielle. Cette priorisation sera effectuée en concertation avec les parties prenantes et tiendra compte, des enjeux, des capacités des services à mettre en œuvre les réformes en cohérence avec les référentiels de base.

### La prise en compte des thèmes transversaux (genre, environnement, droits humains)

La non prise en compte des thématiques transversales a souvent conduit à l'échec des stratégies adoptées et à l'accentuation des inégalités sociales. Pour une meilleure mise en œuvre de sa politique sectorielle, le MICA se doit de prendre en compte les questions de genre, d'environnement et des droits humains. Des mécanismes seront mis en place pour s'assurer de la prise en compte effective de ces thématiques dans la mise en œuvre de la POSICA.

## I.3. LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES

La POSICA repose sur l'orientation stratégique globale suivante **«créer un environnement favorable à l'éclosion d'un secteur privé dynamique, compétitif, créateur d'emplois et de richesses»**. Cette orientation est déclinée en sous orientations stratégiques suivant les 3 secteurs.

L'orientation stratégique pour le secteur industriel est de **«développer une industrie intégrée et compétitive, génératrice de valeur ajoutée aux différentes matières premières»**. Les domaines ciblés sont principalement l'agriculture (agro-industries et textile), l'élevage (cuirs et peaux, élevage industriel) et les mines (or, manganèse, cuivre, bauxite) ainsi que l'énergie innovante (énergie solaire), la mécanique (outillage agricole et équipements domestiques), les pôles de croissance et les technologies de l'information et de la communication. Une telle orientation valorise et promeut la propriété industrielle. Elle vise en somme, à faire du Burkina Faso, un pays qui ajoute de la valeur aux différentes matières premières dont il dispose y compris la matière grise.

Pour ce qui est du secteur du commerce, l'orientation stratégique sera de **«promouvoir le potentiel commercial interne et externe du Burkina Faso tout en respectant les règles de la concurrence saine et transparente»**.

Pour le secteur de l'artisanat, l'orientation stratégique est de **«créer les conditions nécessaires à l'émergence d'artisans et d'entreprises artisanales, soutenus par un cadre institutionnel adapté à leur développement, et contribuant davantage à l'économie nationale»** à travers une meilleure compétitivité de leurs produits aussi bien au plan national, sous-régional et international, s'appuyant sur la valorisation des produits locaux et du capital humain (emploi et formation professionnelle).

## I.4. LES OBJECTIFS

L'objectif global de la POSICA est de **relever les défis de la diversification de l'économie burkinabé à travers un secteur privé dynamique et compétitif, créateur d'emplois et de revenus**. Les objectifs opérationnels/spécifiques suivants contribueront à l'atteinte de cet objectif global :

- développer une masse critique d'industries compétitives tournées vers la transformation des matières premières locales et exploitant les technologies émergentes ;
- promouvoir les filières porteuses pour accroître le potentiel commercial interne et externe du Burkina Faso ;
- développer le secteur de l'artisanat ;
- créer un environnement favorable à l'éclosion d'un secteur privé dynamique ;
- renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MICA.

## 1.5. LES PROGRAMMES

La POSICA, qui ambitionne contribuer efficacement à la création des bases objectives d'un développement durable, se décline en cinq (05) programmes.

Chaque programme poursuit un objectif opérationnel du secteur et est subdivisé en actions. Ces programmes sont (suivant l'ordre des objectifs) déclinés ainsi qu'il suit :

1. Programme 1 : industrie ;
2. Programme 2 : commerce ;
3. Programme 3 : artisanat ;
4. Programme 4 : secteur privé ;
5. Programme 5 : pilotage et soutien aux services du MICA.

### PROGRAMME 1 : INDUSTRIE

Ce programme vise à développer une masse critique d'industries compétitives tournées vers la transformation des matières premières locales et exploitant les technologies émergentes. Pour atteindre cet objectif, les actions suivantes seront réalisées :

Action 1 : compétitivité des entreprises industrielles ;

Action 2 : développement des PME/PMI;

Action 3 : mise en place d'infrastructures de soutien à l'industrie;

Action 4 : informations et analyses sur l'industrie.

### PROGRAMME 2 : COMMERCE

Le programme commerce vise à promouvoir les filières porteuses pour accroître le potentiel commercial du Burkina Faso tant au niveau interne qu'externe. Il s'inscrit dans le cadre de la réalisation de l'une des missions du MICA qui consiste à mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de commerce. Il ambitionne diversifier les exportations à travers l'élargissement de la gamme des produits d'exportations et la conquête de nouveaux marchés et assurer aux produits burkinabè un environnement économique international propice à leur compétitivité.

Par ailleurs, il vise à assurer le fonctionnement optimum du marché national à travers la promotion des produits locaux et une concurrence saine et loyale.

Dans les années à venir, le programme s'exécutera à travers la mise en œuvre des actions suivantes :

Action 1 : promotion du commerce extérieur ;

Action 2 : participation aux négociations commerciales;

Action 3 : promotion du commerce intérieur ;

Action 4 : régulation de la concurrence ;

Action 5 : informations et analyses sur le commerce ;

Action 6 : appui à la mise en œuvre du Cadre Intégré Renforcé au Burkina Faso.

### PROGRAMME 3 : ARTISANAT

Ce programme vise le développement de l'Artisanat. Plusieurs actions seront mises en œuvre en vue de l'atteinte des objectifs de ce programme. Ce sont :

Action 1 : réglementation du secteur de l'artisanat,

Action 2 : organisation du secteur ;

Action 3 : formation des acteurs ;

Action 4 : insertion économique des jeunes et des femmes ;

Action 5 : financement du secteur ;

Action 6 : promotion commerciale des produits de l'artisanat ;

Action 7 : appui aux organismes institutionnels du secteur de l'artisanat.

### PROGRAMME 4 : SECTEUR PRIVE

Ce programme se justifie en ce sens qu'il est transversal et touche tous les secteurs de l'économie nationale. Son objectif est d'assurer les conditions favorables d'un développement du secteur privé et de l'entreprise au plan national.

Les actions prioritaires identifiées pour la mise en œuvre de ce programme se déclinent comme suit :

Action 1 : amélioration de l'environnement des affaires ;

Action 2 : identification et mise sur le marché des idées de projets ;

Action 3 : promotion de la propriété industrielle ;

Action 4 : renforcement des capacités des structures d'appui au secteur privé ;

Action 5 : gouvernance des entreprises;

Action 6 : mise en place d'une infrastructure nationale qualité ; (normalisation, métrologie, évaluation de la conformité et accréditation) ;

Action 7 : appui aux organisations professionnelles et patronales.

## PROGRAMME 5 : PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MICA

Le programme « pilotage et soutien aux services du MICA » est destiné aux structures de pilotage, de coordination, de contrôle et d'appui. L'objectif du programme est de renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MICA. Pour atteindre cet objectif, les actions suivantes seront mises en œuvre :

- Action 1 : coordination et pilotage ;
- Action 2 : gestion des ressources financières et matérielles ;
- Action 3 : gestion des ressources humaines ;
- Action 4 : communication ;
- Action 5 : planification et suivi-évaluation ;
- Action 6 : archivage et documentation ;
- Action 7 : déconcentration des services du MICA.

## 1.6. LES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

La POSICA sera mise en œuvre à travers un plan d'action triennal glissant. Le plan d'action définira les ressources nécessaires à mobiliser dans un cadre temporel glissant de trois ans et contribuera à assurer l'atteinte des objectifs. Il s'inscrira également dans le respect des orientations de la politique sectorielle et des prévisions des activités du MICA. Pour ce faire, il permettra d'améliorer le système de suivi à court et moyen termes de la politique en optimisant le niveau d'exécution des programmes, actions et activités. Aussi, permettra-t-il d'apprécier les principaux changements induits par sa mise en œuvre à travers les revues annuelles et à mi-parcours organisées à cet effet.

### 1.6.1 Dispositif de pilotage et de suivi évaluation

Le dispositif de pilotage présente les instances et les modes de fonctionnement à mettre en place pour une exécution contrôlée et efficace de la POSICA et de son plan d'action.

#### *Dispositif de pilotage*

Le dispositif de pilotage traduit les principes directeurs de la POSICA en l'occurrence la responsabilisation des acteurs, la définition de priorités claires pour les activités, le partenariat et l'unicité du pilotage, etc.

Le Comité de Pilotage est appuyé par une structure permanente du Ministère chargé de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, en l'occurrence le Secrétariat Technique à travers la Direction des Etudes et de la Planification, chargée de faciliter la mise en œuvre par l'accompagnement des structures opérationnelles, la coordination des actions et le suivi - évaluation.

La création de Groupes thématiques spécialisés par programme ou groupe de programmes devrait faciliter la mise en œuvre des programmes de la POSICA en permettant de gérer les interrelations entre les activités participant à un même programme (ou un ensemble de programmes) et en constituant des espaces de partage de l'information et de recherche de solutions entre les structures opérationnelles en charge des activités et l'ensemble des partenaires intéressés ou concernés par les différentes thématiques.

<b>Groupe Technique</b>	La rationalisation sera un principe de base à observer pour la création et le fonctionnement des groupes thématiques.
<b>Rôle des instances du dispositif</b>	
Agriculture	Le rôle des instances est défini par rapport à :
—	la supervision et la prise de décision ;

- la facilitation à la mise en œuvre ;
- la communication ;
- le suivi opérationnel ;
- la mise en œuvre.

**Tableau 1 : Rôle des instances du dispositif de pilotage**

Instances	Rôles
<b>Comité de Pilotage</b>	<b>Supervision et prise de décision</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ supervise la mise en œuvre</li> <li>▪ oriente, arbitre et décide</li> <li>▪ décide de la réalisation d'études nécessaires à l'approfondissement des éléments de la POSICA</li> <li>▪ approuve les projets de plan d'action</li> </ul>
<b>Secrétariat Technique</b>	<b>Facilitation à la mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ assure l'efficacité des sessions du Comité de Pilotage</li> <li>▪ prépare les dossiers des sessions</li> <li>▪ assure le secrétariat des sessions</li> <li>▪ suit les décisions et les orientations</li> <li>▪ appuie les Groupes thématiques et les structures opérationnelles pour la réalisation des activités</li> <li>▪ assure en relation avec les structures opérationnelles la préparation des projets de plan d'action et de CDMT sectoriel</li> </ul> <b>Suivi opérationnel</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ s'assure de la bonne mise en œuvre des activités et du respect du calendrier du plan d'action</li> <li>▪ réalise le suivi-évaluation interne</li> <li>▪ suit l'exécution du budget annuel du plan d'action</li> </ul> <b>Communication</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ prépare et met en œuvre le plan de communication, en relation avec la DCPM</li> <li>▪ gère la relation avec les Partenaires Techniques et Financiers</li> </ul>
<b>Groupes Thématiques</b>	<b>Mise en œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ mettent en commun les éléments d'exécution des actions et des activités par les structures opérationnelles partagent les expériences et recherchent des solutions aux problèmes rencontrés,</li> <li>▪ assurent le suivi de la mise en œuvre des activités placées sous leur responsabilité directe,</li> <li>▪ préparent les projets du plan d'action de la POSICA et de CDMT pour les programmes dont ils ont la charge,</li> <li>▪ préparent les synthèses d'exécution des programmes à destination du Comité de Pilotage</li> </ul> <b>Communication</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ participent à la préparation et à l'animation des ateliers et des colloques pour les programmes qui les concernent.</li> </ul>

## 1.6.2 Composition et fonctionnement des instances

### *Le Comité de Pilotage*

Le Comité de Pilotage est présidé par le Ministre chargé de l'industrie, du commerce et de l'artisanat et, par délégation, par le Secrétaire Général du département, membre du Comité de Pilotage. Il est composé de membres permanents et de membres observateurs.

Les membres permanents comprennent : les Conseillers Techniques, les responsables des directions générales et centrales et des structures rattachées et de mission, les inspecteurs techniques des services, les représentants des structures partenaires impliquées dans la mise en œuvre du plan d'action, le chef de file de la Troika des PTF, le secteur privé, les Organisations de la Société Civile intervenant dans le secteur et le Secrétariat Technique National/SCADD. Les présidents des Groupes Thématiques et le Directeur des Etudes et de la Planification (Coordonnateur Technique du Secrétariat Technique), sont membres permanents du Comité de Pilotage. Les partenaires sociaux légalement constitués se désignent.

Le Comité de Pilotage se réunit en session ordinaire deux fois par an pour effectuer la revue du plan d'action, sur la base d'un rapport préparé à cet effet par le Secrétariat Technique à partir des résultats des travaux des Groupes Thématiques.



Le secrétariat des travaux du comité est assuré par la Direction des Etudes et de la Planification (DEP) qui en rédige les comptes rendus des débats, comportant en annexe un relevé des décisions et orientations dont la mise en œuvre, suivie par le Secrétariat Technique, constitue la « Feuille de Route » des Groupes Thématiques et des structures opérationnelles.

### ***Le Secrétariat Technique (ST)***

Le Secrétariat Technique du comité de pilotage est assuré par la DEP du Ministère de l'Industrie, du Commerce et l'Artisanat. Cette direction aura en son sein des cadres spécialisés désignés par programmes ou ensemble de programmes relevant des Groupes Thématiques.

La fonction de suivi-évaluation sera assumée conjointement par les cadres des autres directions.

Un outil de suivi intégré sera déployé dans l'ensemble des structures pour améliorer les capacités de planification, d'exécution et de compte rendu.

### ***Les Groupes Thématiques (GT)***

Les Groupes Thématiques sont chargés de réfléchir sur des thématiques concernant les programmes budgétaires mis en œuvre pour atteindre les résultats du plan d'action de la POSICA. Ils ont pour rôle de faciliter la mise en œuvre des activités par le partage des expériences, les échanges de point de vue, la recherche de solutions.

Les Groupes Thématiques se réunissent trimestriellement ou chaque fois que de besoin sur les thématiques sous leur responsabilité.

## **1.6.3 Le dispositif de suivi-évaluation**

Le suivi-évaluation porte sur le suivi global de la mise en œuvre de la POSICA et la mesure des résultats obtenus, et sur le suivi détaillé de réalisation des activités.

### ***Le suivi global***

La supervision de la mise en œuvre du plan d'action de la POSICA fait partie des responsabilités du Comité de Pilotage qui l'exerce sur la base des informations contenues dans les documents de synthèse préparés par le Secrétariat Technique et, éventuellement, de rapports d'évaluation externe réalisés par des évaluateurs indépendants.

Un document de synthèse structuré par programme (matrice d'activités) sera préparé par le Secrétariat Technique à partir du suivi opérationnel effectué par les cadres assurant le secrétariat des Groupes Thématiques et par relation directe avec les structures.

La matrice d'activités fera l'objet d'une revue à mi-parcours sur une base semestrielle, ce qui pourra se traduire par des modifications de calendrier, un recadrage des activités et la mobilisation d'appuis complémentaires.

Des revues externes de suivi/évaluation seront réalisées périodiquement : une première revue axée sur le fonctionnement du dispositif (aspects organisationnels) et des revues d'évaluation tous les deux ou trois ans de la mise en œuvre du plan d'action de la POSICA, sur la base des indicateurs du cadre logique.

### ***Le suivi opérationnel détaillé***

Le suivi opérationnel est réalisé par les structures et les Groupes Thématiques avec l'aide du Secrétariat Technique.

Dès l'inscription de la tranche annuelle au budget, chaque structure intègre ses fiches d'activités dans son programme d'activités annuel.

La mise à jour des fiches d'activités, notamment les dates des principales réalisations intermédiaires, doit permettre d'identifier les risques de retard pour prendre à temps des mesures correctrices au niveau de la structure ou au niveau du Comité de Pilotage suivant l'importance de la difficulté. Cette mise à jour apporte également l'information de base nécessaire au Secrétariat Technique pour préparer l'actualisation semestrielle de la matrice d'activités. Le suivi des réalisations permettra de mesurer l'état d'avancement des activités représentant ainsi un objectif à atteindre par les structures.

Les Groupes Thématiques auront à élaborer à partir des fiches d'activités, des matrices d'activités par programme dont la consolidation donnera la matrice d'activités de la POSICA.

## **1.6.4 La stratégie de communication**

La communication externe et interne sur le plan d'action de la POSICA est essentielle pour renforcer la compréhension et l'adhésion de tous, gage d'une appropriation continue.

La stratégie de communication est définie pour satisfaire les besoins d'information qui devront être plus ou moins détaillés en fonction des bénéficiaires : le public, les partenaires techniques et financiers et les services concernés de l'administration et des structures partenaires.

Les besoins en information (le degré de détails demandés et la fréquence des rapports) varieront en fonction de ces trois différents niveaux. Cette communication doit rester sous le contrôle du Secrétariat Technique.

Pour structurer et préciser ces éléments, il pourrait être fait appel à un prestataire externe, spécialiste en communication, pour développer une stratégie de communication.

## **1.6.5 Financement de la politique sectorielle**

La POSICA sera financée par le budget de l'Etat et la contribution des PTF. Le financement sera basé sur une planification budgétaire pluriannuelle pour mettre en évidence la prévision des besoins. Les PTF et les autres partenaires inscriront leurs contributions dans les priorités du ministère de manière à s'assurer de leur compatibilité avec les objectifs stratégiques du gouvernement.

## **I.7. LES CONDITIONS DE REUSSITE DE LA POLITIQUE**

Pour la réussite de la POSICA, huit (08) conditions ont été jugées primordiales. Il s'agit de :

- l'existence d'un Etat fort et de droit et d'un environnement sous régional de paix ;
- l'accélération de l'intégration régionale comme facteur de croissance et de développement ;
- l'érection d'une éducation d'élite, des formations aux métiers et d'une alphabétisation de masse ;
- le développement d'une agriculture et d'un élevage doublements verts ;
- l'avènement des technopoles et le respect des règles de propriété industrielle ;
- la mise en place d'infrastructures matérielles et institutionnelles ;
- la mise en œuvre des grands projets structurants ;
- le fondement des réflexions et de l'action sur la théorie de la «croissance endogène».

## II. OPERATIONNALISATION DE LA POSICA

Pour l'opérationnalisation de la POSICA, le principe de la programmation triennale glissante a été retenu pour tenir compte du caractère dynamique de l'environnement des affaires.

Le plan d'action 2012-2014 de la POSICA est un ensemble d'activités arimées à des actions qui elles-mêmes sont rattachées aux programmes.

Pour le présent plan d'actions triennal, le budget prévisionnel est de **167 803 690 333 FCFA**, soit :

- **33 138 070 458 FCFA en 2012**
- **72 576 362 824 FCFA en 2013**
- **62 089 257 051 FCFA en 2014**

Les éléments de programmation financière seront actualisés périodiquement lors de différentes revues de la POSICA.

Ce plan d'action, qui a été élaboré suivant l'approche budget-programme retenu par le Burkina Faso, est structuré suivant les programmes suscités et subdivisés en 31 actions.

La programmation des activités a défini pour chacune d'elles :

- la structure responsable et les structures partenaires ;
- le chronogramme d'exécution ;
- la programmation financière ;
- les sources de financements.

Le plan d'action 2012-2014 est complété par une matrice de cadre logique qui met en exergue :

- la logique d'intervention ;
- les indicateurs de performance ;
- les sources de vérification ;
- les hypothèses et les risques.

## CONCLUSION

Le présent plan d'action de la POSICA se veut être le cadre d'opérationnalisation des orientations du Gouvernement dans les secteurs de l'industrie, du commerce et de l'artisanat pour la période 2012-2014.

Sa mise en œuvre permettra au MICA de contribuer significativement à relever le grand défis décliné dans la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD) et le Plan d'Action du Gouvernement pour l'Emergence et le Développement Durable (PAGEDD), qui est celui de l'accélération de la croissance et de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) afin de placer le Burkina Faso sur les sentiers de l'émurgence et du développement durable.

La mise en œuvre de cet ambitieux plan d'action nécessite l'implication de tous les acteurs, une synergie d'actions et le renforcement des capacités du MICA pour plus d'efficacité et d'efficience dans la conduite des activités.

Le MICA en charge du secteur privé se doit de tout mettre en œuvre pour la réalisation de l'objectif global de la POSICA qui est de «**relever les défis de la diversification de l'économie burkinabé à travers un secteur privé dynamique et compétitif, créateur d'emplois et de revenus**».

### 1.6.2 Composition et fonctionnement des instances

#### *Le Comité de Pilotage*

Le Comité de Pilotage est présidé par le Ministre chargé de l'industrie, du commerce et de l'artisanat et, par délégation, par le Secrétaire Général du département, membre du Comité de Pilotage. Il est composé de membres permanents et de membres observateurs.

Les membres permanents comprennent : les Conseillers Techniques, les responsables des directions générales et centrales et des structures rattachées et de mission, les inspecteurs techniques des services, les représentants des structures partenaires impliquées dans la mise en œuvre du plan d'action, le chef de file de la Troika des PTF, le secteur privé, les Organisations de la Société Civile intervenant dans le secteur et le Secrétariat Technique National/SCADD. Les présidents des Groupes Thématiques et le Directeur des Etudes et de la Planification (Coordonnateur Technique du Secrétariat Technique), sont membres permanents du Comité de Pilotage. Les partenaires sociaux légalement constitués se désigneront.

Le Comité de Pilotage se réunit en session ordinaire deux fois par an pour effectuer la revue du plan d'action, sur la base d'un rapport préparé à cet effet par le Secrétariat Technique à partir des résultats des travaux des Groupes Thématiques.

Le secrétariat des travaux du comité est assuré par la Direction des Etudes et de la Planification (DEP) qui en rédige les comptes rendus des débats, comportant en annexe un relevé des décisions et orientations dont la mise en œuvre, suivie par le Secrétariat Technique, constitue la « Feuille de Route » des Groupes Thématiques et des structures opérationnelles.

### ***Le Secrétariat Technique (ST)***

Le Secrétariat Technique du comité de pilotage est assuré par la DEP du Ministère de l'Industrie, du Commerce et l'Artisanat. Cette direction aura en son sein des cadres spécialisés désignés par programmes ou ensemble de programmes relevant des Groupes Thématiques.

La fonction de suivi-évaluation sera assumée conjointement par les cadres des autres directions.

Un outil de suivi intégré sera déployé dans l'ensemble des structures pour améliorer les capacités de planification, d'exécution et de compte rendu.

### ***Les Groupes Thématiques (GT)***

Les Groupes Thématiques sont chargés de réfléchir sur des thématiques concernant les programmes budgétaires mis en œuvre pour atteindre les résultats du plan d'action de la POSICA. Ils ont pour rôle de faciliter la mise en œuvre des activités par le partage des expériences, les échanges de point de vue, la recherche de solutions.

Les Groupes Thématiques se réunissent trimestriellement ou chaque fois que de besoin sur les thématiques sous leur responsabilité.

## **1.6.3 Le dispositif de suivi-évaluation**

Le suivi-évaluation porte sur le suivi global de la mise en œuvre de la POSICA et la mesure des résultats obtenus, et sur le suivi détaillé de réalisation des activités.

### ***Le suivi global***

La supervision de la mise en œuvre du plan d'action de la POSICA fait partie des responsabilités du Comité de Pilotage qui l'exerce sur la base des informations contenues dans les documents de synthèse préparés par le Secrétariat Technique et, éventuellement, de rapports d'évaluation externe réalisés par des évaluateurs indépendants.

Un document de synthèse structuré par programme (matrice d'activités) sera préparé par le Secrétariat Technique à partir du suivi opérationnel effectué par les cadres assurant le secrétariat des Groupes Thématiques et par relation directe avec les structures.

La matrice d'activités fera l'objet d'une revue à mi-parcours sur une base semestrielle, ce qui pourra se traduire par des modifications de calendrier, un recadrage des activités et la mobilisation d'appuis complémentaires.

Des revues externes de suivi/évaluation seront réalisées périodiquement : une première revue axée sur le fonctionnement du dispositif (aspects organisationnels) et des revues d'évaluation tous les deux ou trois ans de la mise en œuvre du plan d'action de la POSICA, sur la base des indicateurs du cadre logique.

### ***Le suivi opérationnel détaillé***

Le suivi opérationnel est réalisé par les structures et les Groupes Thématiques avec l'aide du Secrétariat Technique.

Dès l'inscription de la tranche annuelle au budget, chaque structure intègre ses fiches d'activités dans son programme d'activités annuel.

La mise à jour des fiches d'activités, notamment les dates des principales réalisations intermédiaires, doit permettre d'identifier les risques de retard pour prendre à temps des mesures correctrices au niveau de la structure ou au niveau du Comité de Pilotage suivant l'importance de la difficulté. Cette mise à jour apporte également l'information de base nécessaire au Secrétariat Technique pour préparer l'actualisation semestrielle de la matrice d'activités. Le suivi des réalisations permettra de mesurer l'état d'avancement des activités représentant ainsi un objectif à atteindre par les structures.

Les Groupes Thématiques auront à élaborer à partir des fiches d'activités, des matrices d'activités par programme dont la consolidation donnera la matrice d'activités de la POSICA.

## **1.6.4 La stratégie de communication**

La communication externe et interne sur le plan d'action de la POSICA est essentielle pour renforcer la compréhension et l'adhésion de tous, gage d'une appropriation continue.

La stratégie de communication est définie pour satisfaire les besoins d'information qui devront être plus ou moins détaillés en fonction des bénéficiaires : le public, les partenaires techniques et financiers et les services concernés de l'administration et des structures partenaires.

Les besoins en information (le degré de détails demandés et la fréquence des rapports) varieront en fonction de ces trois différents niveaux. Cette communication doit rester sous le contrôle du Secrétariat Technique.

Pour structurer et préciser ces éléments, il pourrait être fait appel à un prestataire externe, spécialiste en communication, pour développer une stratégie de communication.

### 1.6.5 Financement de la politique sectorielle

La POSICA sera financée par le budget de l'Etat et la contribution des PTF. Le financement sera basé sur une planification budgétaire pluriannuelle pour mettre en évidence la prévision des besoins. Les PTF et les autres partenaires inscriront leurs contributions dans les priorités du ministère de manière à s'assurer de leur compatibilité avec les objectifs stratégiques du gouvernement.

## I.7. LES CONDITIONS DE REUSSITE DE LA POLITIQUE

Pour la réussite de la POSICA, huit (08) conditions ont été jugées primordiales. Il s'agit de :

- l'existence d'un Etat fort et de droit et d'un environnement sous régional de paix ;
- l'accélération de l'intégration régionale comme facteur de croissance et de développement ;
- l'érection d'une éducation d'élite, des formations aux métiers et d'une alphabétisation de masse ;
- le développement d'une agriculture et d'un élevage doublements verts ;
- l'avènement des technopoles et le respect des règles de propriété industrielle ;
- la mise en place d'infrastructures matérielles et institutionnelles ;
- la mise en œuvre des grands projets structurants ;
- le fondement des réflexions et de l'action sur la théorie de la «croissance endogène».

## II. OPERATIONNALISATION DE LA POSICA

Pour l'opérationnalisation de la POSICA, le principe de la programmation triennale glissante a été retenu pour tenir compte du caractère dynamique de l'environnement des affaires.

Le plan d'action 2012-2014 de la POSICA est un ensemble d'activités arimées à des actions qui elles-mêmes sont rattachées aux programmes.

Pour le présent plan d'actions triennal, le budget prévisionnel est de **167 803 690 333 FCFA**, soit :

- **33 138 070 458 FCFA en 2012**
- **72 576 362 824 FCFA en 2013**
- **62 089 257 051 FCFA en 2014**

Les éléments de programmation financière seront actualisés périodiquement lors de différentes revues de la POSICA.

Ce plan d'action, qui a été élaboré suivant l'approche budget-programme retenu par le Burkina Faso, est structuré suivant les programmes suscités et subdivisés en 31 actions.

La programmation des activités a défini pour chacune d'elles :

- la structure responsable et les structures partenaires ;
- le chronogramme d'exécution ;
- la programmation financière ;
- les sources de financements.

Le plan d'action 2012-2014 est complété par une matrice de cadre logique qui met en exergue :

- la logique d'intervention ;
- les indicateurs de performance ;
- les sources de vérification ;
- les hypothèses et les risques.

## CONCLUSION

Le présent plan d'action de la POSICA se veut être le cadre d'opérationnalisation des orientations du Gouvernement dans les secteurs de l'industrie, du commerce et de l'artisanat pour la période 2012-2014.

Sa mise en œuvre permettra au MICA de contribuer significativement à relever le grand défis décliné dans la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD) et le Plan d'Action du Gouvernement pour l'Emergence et le Développement Durable (PAGEDD), qui est celui de l'accélération de la croissance et de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) afin de placer le Burkina Faso sur les sentiers de l'émurgence et du développement durable.

La mise en œuvre de cet ambitieux plan d'action nécessite l'implication de tous les acteurs, une synergie d'actions et le renforcement des capacités du MICA pour plus d'efficacité et d'efficience dans la conduite des activités.

Le MICA en charge du secteur privé se doit de tout mettre en œuvre pour la réalisation de l'objectif global de la POSICA qui est de «**relever les défis de la diversification de l'économie burkinabé à travers un secteur privé dynamique et compétitif, créateur d'emplois et de revenus**».

## DOCUMENTS ANNEXES

## ANNEXE 1 : MATRICE DU PLAN D'ACTION 2012 – 2014 DE LA POSICA 2020

e 1 : Plan d'Actions 2012-2014 de la Politique Sectorielle de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (POSICA)

Ints s)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique						Programmation financière			
			2012			2013	2014		2012	2013	2014	TOTAL :
	<b>PROGRAMME 1: INDUSTRIE</b>								13 057 639 083	21 512 202 599	21 698 780 126	56 268 621 808
	<b>stratégique : Développer une industrie intégrée et compétitive</b>											
	<b>Action 1: Compétitivité des entreprises industrielles</b>								9 768 639 083	15 439 202 599	15 553 780 126	40 761 621 808
	Mettre en œuvre le programme national de restructuration et de mise à niveau de l'industrie ***	BRMN/CCI-BF/DGI/DRICA			X	X	X	X	2 147 131 333	1 697 896 333	2 198 059 333	6 043 187 000
	Mettre en œuvre le Programme de Restructuration des Entreprises en Difficulté *	BRMN/CCI-BF/DGI/DRICA	X	X	X	X	X	X	4 632 155 500	4 285 000 000	4 300 000 000	13 217 155 500
	Adopter le document cadre de politique des investissements du Burkina Faso et en faire une large diffusion *	DGI/SP-CPI/MEBF			X	X	X	X	5 352 250	15 000 000	15 000 000	30 352 250
	Mettre en place et assurer le fonctionnement de l'Agence de promotion des investissements *	DGI/SP-CPI/MEBF/MEF		X	X	X	X	X	200 000 000	1 003 504 276	579 827 303	1 783 331 579
	Elaborer un Guide de l'investisseur au Burkina Faso et faire une large diffusion	DGI/CCI-BF/MEBF		X	X	X	X	X	5 000 000	15 000 000	15 000 000	35 000 000
	Accompagner les investisseurs qui s'établiront au Burkina Faso **	DGI/API/MEBF/ DGPE/DCGU/ CCI-BF		X	X	X	X	X	5 000 000	10 000 000	10 000 000	35 000 000
	Mettre en œuvre un programme de développement industriel intégré, auto-entretenu et compétitif *	DGI/CCI-BF			X	X	X	X	50 000 000	75 000 000	100 000 000	225 000 000
	Appuyer les entreprises industrielles et renforcer leurs capacités techniques et opérationnelles	BRMN/CCI-BF/ MEBF			X	X	X	X	50 000 000	200 000 000	150 000 000	400 000 000

s	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique						Programmation financière			
			2012			2013	2014		2012	2013	2014	TOTAL 201
	Développer une stratégie de partenariat avec les grandes multinationales ***	DGI/CCI-BF/ MEBF/MEF			X	X	X	X	50 000 000	75 000 000	75 000 000	200 000 000
	Réaliser l'étude de faisabilité et mettre en place un fonds d'industrialisation ***	DGI					X	X	20 000 000	2 000 000 000	3 000 000 000	5 020 000 000
	Mettre en place des unités industrielles ou semi industrielles de fabrication locale d'engrais***	DGI/CN-CFC/DGPER	X	X	X	X	X	X	50 000 000	70 000 000	100 000 000	220 000 000
	Mettre en place des unités de traitement des amandes de karité***	DGI/MEDD/ DGPER	X	X	X	X	X	X	150 000 000	750 000 000	1 500 000 000	2 400 000 000
	Relire et diffuser le code des investissements***	DGI/DGI/MEF					X	X	-	30 000 000	30 000 000	60 000 000
	Encourager la création des unités de transformation agro-industrielles***	DGI/DGPER/ MAH			X	X	X	X	500 000 000	500 000 000	2 000 000 000	3 000 000 000
	Elaborer et mettre en œuvre la politique de développement des pôles de compétitivité régionale***	DGI/DRICA/DGPE/CCI-BF/MEBF			X	X	X	X	54 000 000	54 000 000	54 000 000	162 000 000
	Poursuivre le processus d'implantation de l'usine de filature de Bobo-Dioulasso *	SP/FCL/ DGI/DRICA	X	X	X	X	X	X	30 000 000	30 000 000	30 000 000	90 000 000

Suivre la mise en œuvre des recommandations des sessions du Conseil Présidentiel de l'Investissement	DGI	X	X	X	X	X	X	5 000 000	10 000 000	15 000 000	30
Mettre en place l'usine de transformation de fruits et légumes de Loubila *	DGI/STFL	X	X	X	X	X	X	1 503 000 000	3 618 801 990	1 381 893 490	6 503
Implanter une unité industrielle de production de biogaz au sein de l'AFO	SOGEO		X	X	X			312 000 000	1 000 000 000	-	1 312

nts )	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/  partenaires	Programmation physique					Programmation financière				
			2012			2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014	
	<b>Action 2: Développement des PME/PMI</b>							<b>1 584 000 000</b>	<b>2 198 000 000</b>	<b>2 020 000 000</b>	<b>5 802</b>	
	Adopter et mettre en œuvre la charte des PME/PMI ***	DGI/DRICA/CGA/MEBF/CCI-BF		X	X	X	X	X	5 000 000	15 000 000	5 000 000	25
	Appuyer la création et le développement des PME/PMI ***	DGI/MEBF		X	X	X	X	X	65 000 000	109 000 000	109 000 000	283
	réaliser des actions de recherche de partenariat au profit des initiatives de création de PME/PMI ***	DGI/MICA/ CCI-BF/ MEBF		X	X	X	X	X	40 000 000	40 000 000	40 000 000	120
	valoriser les acquis de la recherche sur les produits locaux en vue de favoriser les initiatives de création de PME/PMI ***	DGPI/DGI/MRSI			X	X	X	X	29 000 000	29 000 000	29 000 000	87
	Promouvoir le secteur industriel et les PME / PMI dans la région de l'ouest	DRICA/DGI		X	X	X	X	X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15
	Organiser des missions de prospection dans les pays de la sous-région sur les technologies appropriées adaptées aux PME/PMI	DGI/DGPER					X	X	-	15 000 000	15 000 000	30
	Elaborer et mettre en œuvre des instances d'accompagnement de filières (Un centre technique agro alimentaire, Un centre technique textile)	DGI/CCIBF/MEF/DGPER					X	X	-	500 000 000	500 000 000	1 000
	Appuyer la FIAB dans la promotion des produits locaux transformés	DGI					X		-	50 000 000	-	50
	Offrir aux promoteurs des PMI/PME des produits financiers innovants et diversifiés sous forme de crédits et de fonds de bonification	AFP-PME		X	X	X	X	X	1 223 000 000	1 344 000 000	1 226 000 000	3 793
	Offrir des services non financiers (Formations, appui-conseils...) aux promoteurs des PMI/PME	AFP-PME		X	X	X	X	X	217 000 000	91 000 000	91 000 000	399

nts )	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique				Programmation financière			
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014	
1.3	<b>Action 3: Mise en place d'infrastructures de soutien à l'industrie</b>					<b>1 600 000 000</b>	<b>3 505 000 000</b>	<b>3 805 000 000</b>	<b>8 910</b>	
1.3.1	Créer et mettre en œuvre des technopoles ***	CCI-BF/DGI/MRSI				X	-	2 500 000 000	2 800 000 000	5 300
1.3.2	Poursuivre la viabilisation des zones industrielles de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso ***	DG/DRICA		X	X	X	1 500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 500
1.3.3	Prospecter de nouveaux sites en vue de la création de nouvelles zones industrielles dans les différentes régions du Burkina Faso hormis Ouagadougou et Bobo-Dioulasso	DGI/DRICA				X	-	5 000 000	5 000 000	10
1.3.4	Réaliser une étude technique de faisabilité de la deuxième phase du port sec de Bobo-Dioulasso *	CCI-BF/ DGI/ DRICA					50 000 000	-	-	50
1.3.5	Réaliser une étude pour la création d'un port sec multimodal dans la région du Centre *	CCI-BF/DGI					50 000 000	-	-	50
1.4	<b>Action 4: Informations et analyses sur l'industrie</b>					<b>105 000 000</b>	<b>370 000 000</b>	<b>320 000 000</b>	<b>795 000 000</b>	
1.4.1	Constituer une banque de données sur l'industrie	DGI/CCI-BF/ CEFORE/INSD				X	-	50 000 000	30 000 000	80 000 000
1.4.2	Produire et diffuser les rapports sur l'industrie	DGI/CCI-BF/CEFORE				X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000
1.4.3	Accroître les actions de communication et de promotion dans les grandes places d'investissements **	DGI/CCI-BF /MEBF				X	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000
1.4.4	Organiser des rencontres d'information, de sensibilisation et de formation des opérateurs économiques	DGI, CCI-BF/ MEBF				X	-	15 000 000	15 000 000	30 000 000

ts	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/  partenaires	Programmation physique						Programmation financière			
			2012				2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 20
	Renforcer les capacités administratives de suivi évaluation des programmes de développement du secteur industriel : (i) au plan sectoriel, (ii) au plan national, (iii) au plan régional	DGI/MAH/MRSI					X	X	-	50 000 000	50 000 000	100
	Elaborer des fiches de projets liées à la transformation des produits agro-sylvo-pastoraux porteurs et en assurer la promotion interne et externe	DGI/MRSI/DGPER					X	X	-	90 000 000	60 000 000	150
	Elaborer des fiches de projets liés à la fabrication d'outils de production agricole et industrielle et en assurer la promotion interne et externe	DGI/MERSI/DGPER					X	X	-	60 000 000	60 000 000	120
2 PPROGRAMME 2: COMMERCE									5 835 384 450	7 081 623 300	3 803 120 000	16 720
ratégique : Promouvoir le potentiel commercial interne et externe du Burkina Faso									-	-	-	
2.1	Action 1: Promouvoir le commerce extérieur								1 025 400 000	2 140 650 000	588 900 000	3 754 9
2.1.1	Elaborer et mettre en œuvre les stratégies sectorielles et des plans d'investissements pour les filières porteuses identifiées dans la SNE ***	APEX-B/ DGCE/DRICA/ UNMO-CIR/DGPER	X	X	X	X			15 000 000	50 000 000	50 000 000	115 0
2.1.2	Conduire les exportateurs à des missions de prospection commerciale pour les filières porteuses identifiées dans la SNE ***	APEX-B/ DGCE/ CCI-BF/ MEBF /DRICADGPER	X	X	X	X	X	X	11 000 000	30 000 000	50 000 000	91 0
2.1.3	Participer aux manifestations commerciales au niveau régional et international (Foires...)	APEX-B/ CCI-BF/ DGCE/DGPER	X	X	X	X	X	X	45 000 000	55 000 000	75 000 000	175 0

its	Activités par programme		Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique						Programmation financière			
				2012			2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 20	
	Organiser des manifestations commerciales internationales au Burkina Faso *		APEX-B/ CCI-BF/ DGCE/DGPER	X	X	X	X	X	X	120 000 000	30 000 000	150 000 000	300
	Réaliser une étude de faisabilité pour la création d'un fonds de soutien à la promotion des exportations *		APEX-B		X	X	X			30 000 000	-	-	30
	Mettre en place le fonds de soutien à la promotion des exportations		APEX-B					X		-	500 000 000	-	500
	Renforcer les capacités des acteurs de l'exportation		APEX-B/ CCI-BF DGCE/DRICA/ Comité Genre				X	X	X	37 500 000	47 500 000	67 500 000	152
	Renforcer les capacités opérationnelles des femmes exportatrices du Burkina Faso		APEX-B /DGCE/ Comité Genre			X		X	X	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9
	Préparer et organiser la journée de l'exportateur		APEX-B		X	X	X			1 000 000	15 000 000	15 000 000	31
	Promouvoir les produits "Fabriqués en Afrique" et diffuser le slogan "Acheter les produits fabriqués en Afrique"		DGCE					X	X	1 500 000	25 000 000	25 000 000	51
	Contribuer à la réduction des barrages routiers		DGCE	X	X	X	X	X	X	20 000 000	20 000 000	20 000 000	60
	Contribuer à la mise en place et à l'opérationnalisation des postes de contrôles juxtaposés		DGCE/CCI-BF	X	X	X	X	X	X	15 000 000	15 000 000	15 000 000	45
	Créer une marque de franchise « 100% Burkina » **		APEX-B			X	X	X		2 100 000	1 150 000	-	3
	Consolider et renforcer le Trade Point		APEX-B							15 500 000	12 000 000	12 000 000	39
	Contribuer à la mise en œuvre des activités du Fonds Commun pour les produits de base		CN/CFC		X	X	X	X	X	22 500 000	30 000 000	30 000 000	82
	Contribuer au développement des filières paprika et sésame, coton au Burkina Faso		CN/CFC		X	X	X	X	X	607 000 000	1 206 000 000	400 000 000	2 213
its	Activités par programme		Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique						Programmation financière			
				2012			2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 20	
	2.1.17	Suivre l'exécution du Protocole d'accord portant cahier des charges applicables aux opérateurs de la filière coton au Burkina	SP/FCL	X	X	X	X	X	X	10 000 000	15 000 000	15 000 000	40
	2.1.18	Organiser les réunions semestrielles de concertation avec les partenaires de la filière coton	SP/FCL	X		X		X	X	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3
	2.1.19	Conduire le processus de restructuration de	SP/FCL	X	X	X	X	X		5 000 000	5 000 000	-	10

	la SOFITEK *											
2.1.20	conduire à terme le processus de réajustement des zones colonnières *	SP/FCL	X	X	X	X			5 000 000	-	-	5
2.1.21	Suivre la mise en œuvre de l'agenda coton textile de l'UEMOA *	SP/FCL	X	X	X	X	X	X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15
2.1.22	Opérationnalisation de l'étude prospective sur le coton	SP/FCL					X	X	-	50 000 000	30 000 000	80
2.1.23	élaborer et mettre en œuvre une stratégie d'exportation sous AGOA avec participation aux rencontres ***	DGCE/DRICA			X		X		53 300 000	25 000 000	25 000 000	103
2.2	<b>Action 2: Participation aux négociations commerciales</b>								<b>296 770 000</b>	<b>424 270 000</b>	<b>324 270 000</b>	<b>1 045</b>
2.2.1	Renforcer les capacités du personnel en charge des négociations commerciales	DGCE/DRICA		X	X	X	X		44 400 000	44 400 000	44 400 000	133
2.2.2	Assurer le fonctionnement de la cellule nationale de suivi et de la coordination de la mise en œuvre des accords de l'OMC	DGCE/DRICA		X	X	X	X	X	20 000 000	20 000 000	20 000 000	60
2.2.3	Participer et suivre les activités des organismes internationaux (OMC, CNUCED, OCI, CCI ...)	DGCE/DRICA		X	X	X	X	X	29 025 000	29 025 000	29 025 000	87

its	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique						Programmation financière			
			2012		2013		2014		2012	2013	2014	TOTAL 20
	Identifier les produits sensibles du Burkina Faso dans le cadre des négociations commerciales	DGCE/DRICA	X	X	X	X	X		6 650 000	6 650 000	6 650 000	19
	Suivre le dossier coton à l'OMC	DGCE/ SP-FCL	X	X	X	X	X		40 000 000	50 000 000	50 000 000	140
	Réaliser une étude d'évaluation et d'impact de la politique commerciale sur la structure des exportations du Burkina Faso	DGCE/DRICA				X			-	50 000 000	-	50
	Réaliser une étude d'identification des produits dont les taux appliqués dépassent les taux consolidés et faire des propositions dans le cadre d'une renégociation des taux au sein de l'OMC	DGCE/DRICA				X			-	50 000 000	-	50
	Réaliser une étude d'identification des entraves aux échanges intra-régionaux (UEMOA – CEDEAO) et mettre en œuvre les recommandations de l'étude	DGCE/DRICA			X	X	X		20 000 000	50 000 000	50 000 000	120
	Participer et suivre les négociations commerciales dans le cadre des organisations d'intégration régionales et sous régionales (UA, CEDEAO, UEMOA, etc.) *	DGCE/ DRICA	X	X	X	X	X		31 500 000	18 500 000	18 500 000	68
	Participer aux négociations commerciales sur les Accords de Partenariats Economie (APE) *	DGCE			X	X	X		20 745 000	20 745 000	20 745 000	62
	Assurer le fonctionnement du Comité APE *	DGCE	X	X	X	X	X		20 000 000	20 000 000	20 000 000	60
	Organiser un séminaire sur le Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC) à l'endroit des acteurs nationaux	DGCE				X	X	X	6 650 000	6 650 000	6 650 000	19
	Participer aux travaux des commissions mixtes de Coopération Bilatérale	DGCE/DRICA	X	X	X	X	X		12 800 000	10 000 000	10 000 000	32
	mettre en place et gérer une base de données de coopération bilatérale	DGCE/DRICA				X	X	X	15 000 000	13 300 000	13 300 000	41

its	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique						Programmation financière			
			2012		2013		2014		2012	2013	2014	TOTAL 20
	contribuer à la mise en place et à l'harmonisation d'une meilleure réglementation des investissements	DGCE/DRICA	X	X	X	X	X	X	20 000 000	20 000 000	20 000 000	60
	Contribuer à la mobilisation des ressources en vue de l'élaboration des projets d'infrastructures multipays	DGCE/DRICA			X	X	X	X	-	5 000 000	5 000 000	10
	participer aux activités relatives à la surveillance commerciale multilatérale	DGCE/DRICA	X	X	X	X	X	X	10 000 000	10 000 000	10 000 000	30
	<b>Action 3: Promotion du commerce intérieur</b>								<b>2 172 870 000</b>	<b>2 315 000 000</b>	<b>2 505 000 000</b>	<b>6 992</b>
	Organiser les foires agro-sylvo-pastorales et artisanales *	DGCI/DRICA/DGPER			X	X	X	X	350 000 000	435 000 000	475 000 000	1 260
	Soutenir l'organisation d'espaces forains	DGCI	X	X	X	X	X	X	25 000 000	25 000 000	25 000 000	75
	Réaliser une étude sur les circuits de distribution des produits ***	DGCI/DRICA/DGPER			X	X			67 870 000	-	-	67
	Etablir une cartographie des marchés du Burkina Faso	DGCI/DRICA				X	X		-	50 000 000	55 000 000	105
	Mettre en place des comptoirs d'achat des	DGCI/ DRICA/ APEX-			X	X	X		100 000 000	100 000 000	100 000 000	300



produits locaux	B/DGPER										
Renforcer les capacités des organisations faitières pour une participation efficace aux foires et autres manifestations commerciales	DGCI/DGA/ DRICA/DGPER			X	X	X	X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15
Elaborer et mettre en œuvre une stratégie d'incitation à la consommation des produits locaux ***	DGCI/DRICA/DGPER		X	X	X	X	X	150 000 000	175 000 000	180 000 000	505
Organiser la semaine commerciale promotionnelle des produits locaux	APEX-B/ DGCI				X			70 000 000	70 000 000	70 000 000	210
Réaliser une étude d'impact des manifestations commerciales sur la promotion des produits locaux	DGCI/DGA/ DRICA						X	-	-	10 000 000	10

ts	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique						Programmation financière			
			2012			2013	2014		2012	2013	2014	TOTAL 20
	Finaliser le recrutement d'un partenaire technique de référence pour la gestion de l'abattoir frigorifique de Ouagadougou	DGCI/SOGEAO/ PAFASP	X	X	X	X			60 000 000	-	-	60
	Assurer le fonctionnement du secrétariat technique de l'observatoire national des prix des produits de grande consommation *	DGCI				X	X	X	10 000 000	10 000 000	10 000 000	30
	Encourager les industriels et importateurs de ciment à améliorer leurs capacités de production et d'importation **	DGCI/DRICA/ DGI				X	X	X	15 000 000	20 000 000	25 000 000	60
	Assurer le respect de la réglementation économique par les opérateurs économiques par la sensibilisation et le contrôle	IGAE/ CNCC/ DGCI/DRICA	X	X	X	X	X	X	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300
	Construire des marchés à bétail ***	DGCI/DRICA				X	X		200 000 000	300 000 000	350 000 000	850
	Sensibiliser et former les acteurs du secteur de la boucherie/charcuterie sur l'exercice de leur profession	DGCI/ DGA/ DRICA		X		X	X		5 000 000	5 000 000	5 000 000	15
	Construire et développer des aires de commercialisation modernes ***	CCI-BF/DGCI			X	X	X	X	600 000 000	625 000 000	650 000 000	1 875
	Mettre en place des infrastructures modernes de transformations et de distribution de la viande dans les grands centres urbains ***	DGCI/DRICA/ SOGEAO/ AFB			X	X	X	X	250 000 000	300 000 000	350 000 000	900
	Assurer le fonctionnement de la cellule de veille économique	DGCI/ DGCE/DRICA				X	X	X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15
	Assurer le fonctionnement de la commission chargée de l'attribution des agréments d'abatage d'animaux	DGCI/DRICA				X	X	X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15

Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique						Programmation financière			
		2012			2013	2014		2012	2013	2014	TOTAL 2
Assurer le fonctionnement du cadre de concertation tripartite « gouvernement- opérateurs économiques-société civile »	DGCI/ DGCE/DGQM/ IGAE	X	X	X	X	X	X	10 000 000	10 000 000	10 000 000	3
Assurer le fonctionnement de la commission technique du monopole de tabacs	DGCI/ DGCE/DGQM/ IGAE/DGI	X	X	X	X	X	X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	1
Assurer le fonctionnement de la commission technique chargée de l'attribution des agréments en qualité de distributeurs de produits pétroliers	DGCI/ DCGU-CI /DGQM/ IGAE	X	X	X	X	X	X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	1
Soutenir les organisations professionnelles des consommateurs	DGCI		X			X	X	10 000 000	10 000 000	10 000 000	3
Harmoniser la législation nationale avec les traités internationaux en matière de commerce (OMC, OHADA, CEDEAO, UEMOA)	DGCI/DGCE				X	X	X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	1
<b>2.4</b>	<b>Action 4: information et analyse sur le commerce</b>							<b>106 650 000</b>	<b>171 650 000</b>	<b>149 950 000</b>	<b>4</b>
<b>2.4.1</b>	Elaborer et publier la balance commerciale	DGCE/DGCI/ DRICA			X	X	X	25 000 000	25 000 000	25 000 000	
<b>2.4.2</b>	Mettre en place une base de données sur le commerce intérieur et publier les informations y relatives ***	DGCI/DRICA				X	X	-	25 000 000	15 000 000	
<b>2.4.3</b>	Effectuer un abonnement aux sites spécialisés sur les cours de produits	DGCI				X	X	10 000 000	10 000 000	10 000 000	
<b>2.4.4</b>	Renforcer les capacités du Comité National de la Balance Commerciale du MICA	DGCE/DRICA			X	X	X	6 650 000	6 650 000	6 650 000	
<b>2.4.5</b>	Elaborer et publier les rapports sur le commerce extérieur	DGCE/APEX-B/ DRICA		X	X	X	X	25 000 000	25 000 000	25 000 000	
<b>2.4.6</b>	Mettre en place des systèmes d'information	DGCE/DRICA	X	X	X	X	X	25 000 000	15 000 000	15 000 000	

ts	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programme commerciale intégrés et interconnectés							Programme			
			Structure chef de file/ Responsables/							Programme			
			partenaires							Programme			
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL				
2.4.7	Mettre en place et gérer une base de données informatisée concernant les échanges commerciaux	DGCE					X	X		-	20 000 000	13 300 000	
2.4.8	Installer un système d'informations commerciales à Dédougou, Gaoua, Tenkodogo, Koupela Kaya	APEX-B					X	X		-	30 000 000	20 000 000	
2.4.9	Elaborer et publier un rapport sur le déroulement de la campagne cotonnière	SP/FCL				X	X	X		15 000 000	15 000 000	20 000 000	
2.5	<b>Action 5: Régulation de la concurrence</b>									<b>340 000 000</b>	<b>235 000 000</b>	<b>235 000 000</b>	<b>8</b>
2.5.1	Lutter contre les pratiques anticoncurrentielles et restrictives de la concurrence et les distorsions du marché	CNCC/IGAE/ DGC	X	X	X	X	X	X		100 000 000	50 000 000	50 000 000	2
2.5.2	élaborer le rapport annuel sur l'état de la concurrence et de la consommation et réaliser des études sectorielles	CNCC								20 000 000	20 000 000	20 000 000	
2.5.3	Organiser des ateliers de formations à l'endroit des gouverneurs et des élus locaux sur la concurrence	DGC/CNCC/ IGAE				X	X	X		25 000 000	25 000 000	25 000 000	
2.5.4	Participer aux réunions statutaires des organismes sous régionaux en charge de la concurrence	DGC/CNCC/ IGAE				X	X	X		10 000 000	10 000 000	10 000 000	
2.5.5	Relire les textes réglementaires et législatifs sur le commerce, la concurrence et les monopoles	DGC/CNCC/ IGAE/ DRICA	X	X	X	X				5 000 000	-	-	
2.5.6	Informier et sensibiliser les opérateurs économiques sur la réglementation commerciale	DGC/CNCC/ IGAE/ DGQM / DCPM/ DRICA	X	X	X	X	X	X		100 000 000	50 000 000	50 000 000	2
2.5.7	Contrôler le respect de la réglementation économique par les opérateurs économiques	IGAE/ DGQM/DGC/CNCC	X	X	X	X	X	X		50 000 000	50 000 000	50 000 000	1
2.5.8	Lutter contre les abattages clandestins	SOGEO	X	X	X	X	X			30 000 000	30 000 000	30 000 000	

ts	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programme commerciale intégrés et interconnectés							Programme			
			Structure chef de file/ Responsables/							Programme			
			partenaires							Programme			
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL				
2.6	<b>Action 6: Appui à la mise en œuvre du programme cadre intégré renforcé</b>									<b>1 893 694 450</b>	<b>1 795 053 300</b>	<b>-</b>	<b>3 688 747 750</b>
2.6.1	Mise à jour de l'Etude Diagnostique sur l'Intégration Commerciale (EDIC)	UNMO-CIR/ DGCE/APEX-B		X	X	X				90 000 000	-	-	90 000 000
2.6.2	Mettre en œuvre des actions prioritaires identifiées par l'EDIC formulées en projets ***	UNMO-CIR/ DGCE/APEX-B	X	X	X	X	X			1 750 000 000	1 750 000 000	-	3 500 000 000
2.6.3	Organiser une session de formation sur la formulation de projets, la Gestion Axée sur les résultats et la relation entre commerce et croissance	UNMO-CIR				X	X			9 634 500	9 634 250	-	19 268 750
2.6.4	Organiser deux sessions de formation et d'information sur le CIR et le contenu de la matrice d'action de l'EDIC	UNMO-CIR			X	X	X			6 750 000	6 460 200	-	13 210 200
2.6.5	Appuyer le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat sur le plan institutionnel	UNMO-CIR	X	X	X	X	X			9 990 000	4 590 000	-	14 580 000
2.6.6	Appuyer à la mise en œuvre de la stratégie Nationale de promotion de l'exportation	UNMO-CIR	X	X	X	X	X			5 706 900	4 558 500	-	10 265 400
2.6.7	Organiser des ateliers avec toutes les parties prenantes en vue d'identifier les projets à formuler	UNMO-CIR		X		X	X			5 908 500	5 908 500	-	11 817 000
2.6.8	Formuler des projets issus de la matrice d'actions de l'EDIC	UNMO-CIR		X	X	X	X			12 390 300	10 587 600	-	22 977 900
2.6.9	Organiser des rencontres trimestrielles sur l'Assistance Technique liée au Commerce	UNMO-CIR/ DGCE	X	X	X	X	X			3 314 250	3 314 250	-	6 628 500

ts	Activités par programme		Structure chef de file/ Responsables/  partenaires	Programmation physique						Programmation financière			
										2012	2013	2014	TOTAL
	3	PROGRAMME 3: ARTISANAT							4 606 170 000	7 197 500 000	8 119 820 000	19 922 490 000	
Stratégie: Développer le secteur de l'artisanat													
	3.1	Action 1: Réglementation du secteur de l'artisanat							80 000 000	30 000 000	5 000 000	115 000 000	
	3.1.1		DGA/CMA-BF/										

	Elaborer le code de l'artisanat ***	DRICA			X					55 000 000	-	-	
3.1.2	Elaborer, adopter et diffuser les textes d'application du Code de l'artisanat *	DGA/CMA-BF/DRICA				X	X	X		5 000 000	5 000 000	5 000 000	
3.1.3	Organiser des campagnes de sensibilisation et de formation sur les textes du Code	DGA/CMA-BF/DRICA				X				20 000 000	-	-	
3.1.4	Réaliser une étude sur la mise en place d'un mécanisme approprié de protection sociale des artisans et adopter les textes y afférents	DGA/CMA-BF/DRICA/CNSS						X		-	25 000 000	-	
3.2	<b>Action 2: Organisation du secteur</b>									692 500 000	992 500 000	442 500 000	2 1
3.2.1	Promouvoir et appuyer la restructuration des OPA en corps de métiers ***	DGA/CMA-BF/DRICA				X	X	X		150 000 000	150 000 000	150 000 000	4
3.2.2	Recenser les artisans et élaborer la cartographie de l'artisanat	DGA/CMA-BF/DRICA					x			-	300 000 000	-	3
3.2.3	Créer et tenir le Registre des Métiers	DGA/CMA-BF/DRICA				X	X	X		500 000 000	500 000 000	250 000 000	1 2
3.2.4	Sensibiliser les artisans sur la tenue du Registre des Métiers	DGA/CMA-BF/DRICA				X	X	X		25 000 000	25 000 000	25 000 000	
3.2.5	Sensibiliser les autorités des collectivités locales sur la réorganisation par corps de métiers	DGA/CMA-BF/DRICA				X	X	X		10 000 000	10 000 000	10 000 000	
3.2.6	Contribuer à l'élaboration du guide de l'élu				X	X	X	X		7 500 000	7 500 000	7 500 000	

its	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/  partenaires	Programmation physique						Programmation financière			
			2012			2013	2014		2012	2013	2014	TOTAL
	3.3	Action 3: Formation des acteurs du secteur						445 000 000	1 030 000 000	525 000 000	2 0	
	3.3.1	Créer une école professionnelle de l'artisanat de production et de service	CMA-BF/DGA				X		-	500 000 000	-	5
	3.3.2	Créer des centres de formation dans les sections territoriales de la CMA-BF	CMABF/DGA/ DRICA			X	X	X	250 000 000	250 000 000	250 000 000	7
	3.3.3	Renforcer les capacités pédagogiques et techniques des Etablissements et centres de formation techniques et professionnels	CMABF/DGA				X	X	-	100 000 000	75 000 000	1
	3.3.4	Mettre en œuvre des programmes d'échanges et de coopération avec les établissements techniques étrangers et nationaux	CMA-BF/DGA			X	X	X	20 000 000	30 000 000	35 000 000	
	3.3.5	Harmoniser et promouvoir l'application de référentiels de formation professionnelle dans les entreprises artisanales	CMA-BF/DGA			X	X	X	20 000 000	20 000 000	20 000 000	
	3.3.6	Renforcer les capacités des formateurs endogènes et des maîtres d'apprentissage	CMA-BF/DGA /DRICA			X	X	X	60 000 000	60 000 000	75 000 000	1
	3.3.7	Suivre et évaluer, valider et certifier les compétences des artisans formés	CMA-BF/DGA			X	X	X	20 000 000	20 000 000	20 000 000	
	3.3.8	Mettre en œuvre le projet pilote de Centre de Ressources pour l'Artisanat (CRA) de l'UEMOA	DGA/CMA-BF/ SIAO/VAO			X	X	X	75 000 000	50 000 000	50 000 000	1
	3.4	Action 4: Insertion socioéconomique des femmes et des jeunes						275 000 000	345 000 000	885 000 000	1 5	
	3.4.1	Accompagner les artisans formés à leur insertion socioprofessionnelle	DGA/CMA-BF				X	X	X	50 000 000	50 000 000	1

ts	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique			Programmation financière			
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL

Réaliser une étude diagnostique sur les coopératives et GIE d'artisans de jeunes et de femmes existants et mettre en œuvre les recommandations	DGA/CMA-BF /DRICA					X			15 000 000	40 000 000		
Sensibiliser les artisans à la création des coopératives et des GIE d'artisans de jeunes et de femmes	DGA/CMA-BF /DRICA					X	X		25 000 000	15 000 000		
Renforcer les capacités entrepreneuriales et managériales des jeunes et des femmes artisanes	DGA/CMA-BF/ DRICA/Comité Genre				X	X	X		15 000 000	30 000 000		
Rechercher des financements et acquérir des équipements des coopératives et GIE sélectionnés	DGA/CMA-BF				X	X	X		50 000 000	75 000 000		1
Mener une étude sur les métiers porteurs exercés par les femmes	DGA/CMA-BF					X			30 000 000	-		
Former des femmes artisanes des 13 régions et assurer leur participation au SIAO 2012	DGA/CMA-BF /SIAO/DRICA				X		X		100 000 000	-	100 000 000	2
Création et animation de cinq(05) plateaux techniques des métiers (Ouaga-Bobo-Samandeni-Bagré-Sourou)	CMA-BF, DGA								60 000 000	120 000 000	150 000 000	3
Créer et ou accroître des centres spécialisés pour la promotion des filières porteuses pour femmes (filature, transformation agro-alimentaire, récupération...)	CMA-BF/ DGA/DRICA						X		-	-	450 000 000	4
<b>Action 5: Financement du secteur</b>									1 035 000 000	520 000 000		1 5
Réaliser une étude sur le financement du secteur de l'artisanat	DGA/CMA-BF					X			5 000 000	-	-	
Mettre en place un Fonds d'Appui à l'Artisanat	DGA/CMA-BF					X	X		1 000 000 000	500 000 000		1 5
Organiser des séminaires régionaux sur le financement des artisans	DGA/CMA-BF/ DRICA					X			30 000 000	20 000 000		
<b>Action 6: Promotion commerciale des produits de l'artisanat</b>									1 537 000 000	1 780 000 000	3 745 000 000	7 0
Finaliser la stratégie nationale de promotion de l'artisanat ***	DGA/CMA-BF/ DRICA				X	X			37 000 000	-	-	
ts	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique			Programmation financière						
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL			
	Organiser des Journées Nationales de l'Artisan (JNA)	DGA/CMA-BF/ DRICA			X	X	X		150 000 000	150 000 000	150 000 000	4
	Elaborer une étude de faisabilité pour la construction de trois (03) Villages Artisanaux	DGA/CMA BF /DRICA							50 000 000	-	-	
	Construire deux (02) Villages Artisanaux ***	DGA/CMA-BF/ DRICA				X			-	-	500 000 000	5
	Elaborer une étude de faisabilité pour la construction de trois (03) Centre Technique d'Appui à l'Artisanat	DGA/CMA-BF/ DRICA			X				35 000 000	-	-	
	Construire trois (03) Centres Techniques d'Appui à l'Artisanat ***	DGA/CMA-BF/ DRICA			X	X	X		500 000 000	600 000 000	700 000 000	1 8
	Créer et opérationnaliser l'Agence Nationale de Promotion de l'Artisanat ***	DGA/CMA-BF					X		-	-	1 500 000 000	1 5
	Appuyer la protection des œuvres artisanales ***	DGPI/DGA /CMABF/VAO /SIAO/DGCE				X			-	100 000 000	100 000 000	2
	Mettre en place et opérationnaliser un système d'information et de promotion de l'artisanat ***	DGA/CMA-BF/DRICA/SIAO/VAO			X	X	X		90 000 000	95 000 000	100 000 000	2
	Appuyer l'émergence de créateurs et de producteurs de référence **	DGA/CMABF /DRICA			X	X	X		200 000 000	300 000 000	350 000 000	8

nts s)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique			Programmation financière			
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL

3.6.11	Exploiter les dynamiques sous-régionales en matière d'artisanat *	DGA/CMA-BF/DRICA/SIAO/VAO					X	X	X	20 000 000	25 000 000	30 000 000	
3.6.12	Construire et équiper un Centre National d'Appui à la Transformation Artisanale du Coton (CNATAC) à Bobo-Dioulasso	DGA/CMA-BF/DRICA					X	X	X	400 000 000	250 000 000	150 000 000	80
3.6.13	Organiser des sessions de formation en entrepreneuriat et en marketing	DGA/CMA-BF/DRICA					X	X	X	15 000 000	15 000 000	15 000 000	
3.6.14	Mettre en place une démarche qualité dans la production des œuvres artisanales	DGA/CMA-BF/DRICA/ SIAO/VAO					X	X	X	15 000 000	20 000 000	20 000 000	
3.6.15	Organiser des missions de prospections de marchés potentiels	SIAO/DGA/CMA-BF/DRICA/ VAO					X	X	X	25 000 000	25 000 000	25 000 000	
3.6.16	Mettre en œuvre le projet de Galerie Virtuelle de l'Artisanat Africain (GVAA)	DGA/CMA-BF /SIAO/ VAO						X	X	-	150 000 000	100 000 000	20
3.6.17	Publier le rapport annuel sur l'artisanat	DGA/DRICA/ CMA-BF/SIAO/ VAO						X	X	-	5 000 000	5 000 000	
3.6.18	Réaliser une étude de faisabilité d'une Agence Nationale de Promotion de l'Artisanat	DGA/CMA-BF						X		-	45 000 000	-	
3.7	<b>Action 7 : Appui aux organismes institutionnels du secteur de l'artisanat</b>									1 576 670 000	1 985 000 000	1 997 320 000	5 50
3.7.1	Renforcer les capacités techniques, matérielles et financières de la CMA-BF ***	DGA/CMA-BF					X	X	X	196 500 000	220 000 000	250 000 000	60
3.7.2	Rendre opérationnelle en place cinq (05) sections territoriales de la CMA-BF ***	DGA/CMA-BF/DRICA					X	X	X	700 000 000	700 000 000	700 000 000	2 10
3.7.3	Tenir les Editions du SIAO *	SIAO/DGA/DRICA/CMA-BF					X		X	515 170 000	300 000 000	522 320 000	1 30
3.7.4	Dynamiser la CNPA	DGA/CMA-BF					X	X	X	10 000 000	10 000 000	10 000 000	
3.7.5	Déconcentrer le VAO	DGA/VAO/CMABF						X	X	-	500 000 000	300 000 000	80

nts i)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/  partenaires	Programmation physique						Programmation financ			
			2012			2013		2014	2012	2013	2014	TOTAL
3	Former le personnel du SIAO en management et en marketing	SIAO/DGA					X	X	-	30 000 000	30 000 000	
7	Promouvoir les œuvres primées aux SIAO à travers les foires et salons internationaux	SIAO/DGA/ CMA-BF					X	X	X	25 000 000	25 000 000	25 000 000
3	Mettre en place un mécanisme d'appui à la créativité et aux formations	VAO/DGA/ CMA-BF					X	X	X	15 000 000	20 000 000	30 000 000
3.7.9	Participer aux manifestations commerciales à l'étranger	VAO/DGA/ CMA-BF					X	X	X	45 000 000	30 000 000	30 000 000
3.7.10	Promouvoir les produits artisanaux	VAO/DGA/CMA- BF/DRICA/ SIAO					X	X	X	20 000 000	25 000 000	25 000 000
3.7.11	Renforcer le système de gestion informatique et de bureautique	VAO/DGA						X		-	50 000 000	-
3.7.12	Mettre en œuvre la stratégie de sortie des artisans du VAO (système de rotation des artisans)	DGA/VAO/CMABF					X	X	X	50 000 000	75 000 000	75 000 000
4	PROGRAMME 4: SECTEUR PRIVE								7 453 941 925	33 968 336 925	24 083 836 925	65 50
stratégique : Créer un environnement favorable à l'éclosion d'un secteur privé dynamique												
	Action 1: Amélioration de l'environnement des affaires								2 474 695 925	21 800 090 925	16 337 090 925	40 6
	Assurer le suivi des indicateurs d'amélioration de l'environnement des affaires	DGPE	X	X	X	X	X	X	35 000 000	35 000 000	35 000 000	10
	Poursuivre avec la SFI les activités d'amélioration de l'environnement des affaires	DGPE/ICF	X	X	X	X	X	X	333 000 000	333 000 000	333 000 000	90
		DGPE/INSD/							25	25	25	

Opérationnaliser le système suivi des performances du secteur privé *	DGI/DCGU	X	X	X	X	X	X	X	000 000	000 000	000 000	
Mettre en place l'observatoire sur le climat des affaires	MEBF/DGPE/ DCGU	X	X	X	X				24 600 000	-	-	
Ouvrir une antenne complète du CGU à Bobo, Ouahigouya, Koudougou et Koupéla et informatiser les guichets	CGU/MEBF/DGPE				X	X	X		5 000 000	400 000	400 000	800 000

Ints s)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique						Programmation financière			
									2012	2013	2014	TOTAL
			2012			2013			2014			
4.1.6	Mettre en place et opérationnaliser le CEFORE de Dori *	MEBF/DGPE	X	X	X	X			50 000 000	-	-	
4.1.7	Réaliser une étude d'évaluation de l'efficacité du Code des Investissements et élaborer un rapport sur la situation des entreprises agréées	DGI/DCGU/ DGPE			X	X			20 000 000	-	-	
4.1.8	Assurer les travaux de la Commission Nationale d'investissement	DGI/DCGU	X	X	X	X	X	X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	
4.1.9	Accompagner le Comité de Pilotage des Licences d'Affaires	DGPE	X	X	X	X	X	X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	
4.1.10	Assurer le fonctionnement du comité de constatation de démarrage des activités des entreprises agréées au code des investissements	DCGU/DGI	X	X	X	X	X	X	10 000 000	10 000 000	10 000 000	
4.1.11	Vulgariser les textes de l'OHADA	DGPE/ICF			X	X	X	X	20 000 000	25 000 000	25 000 000	
4.1.12	Organiser des voyages d'études auprès des meilleurs pays réformateurs pour apprendre de leur expérience en matière d'amélioration du climat des affaires	DGPE				X	X	X	40 000 000	40 000 000	40 000 000	120 000 000
4.1.13	Diffuser les textes pris dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires	DGPE/DCPM			X	X	X	X	25 000 000	25 000 000	25 000 000	
4.1.14	Elaborer et mettre en œuvre des stratégies de réduction des coûts des facteurs de production (énergie, communication, transports, eau, transactions) ***	DGPE				X	X	X	60 000 000	1 500 000 000	200 000 000	1 700 000 000
4.1.15	Sensibiliser le secteur privé sur le partenariat public-privé	DGPE/MEF				X	X	X	10 000 000	10 000 000	10 000 000	

Ints s)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique						Programmation financière			
									2012	2013	2014	TOTAL
			2012			2013			2014			
4.1.16	Organiser les journées économiques du Burkina à l'extérieur (JEB) *					X	X	X	130 000 000	120 000 000	120 000 000	370 000 000
4.1.17	Organiser la rencontre Gouvernement/Secteur Privé *	DGPE/DRICA/CCI-BF/MEBF/CGA			X		X	X	135 005 000	150 000 000	150 000 000	435 000 000
4.1.18	contribuer à l'organisation des journées de l'entrepreneuriat burkinabé	MEBF/CCI-BF/DGPE/DGI				X	X	X	45 000 000	45 000 000	45 000 000	135 000 000
4.1.19	Mettre en place des zones économiques spéciales ***	DGPE/DGI				X	X	X	5 000 000	6 500 000 000	4 000 000	10 500 000 000
4.1.20	Promouvoir la veille économique et technologique ***	CCI-BF/DGI/DGPE/DGPI					X	X	-	50 000 000	50 000 000	100 000 000
4.1.21	Mettre en place un pôle d'intelligence économique du secteur privé ***	CCI-BF/DGI/DGPI/DGPE					X	X	-	80 000 000	80 000 000	160 000 000
4.1.22	Promouvoir la protection des connaissances et la sécurité économique ***	CCI-BF/DGPI/DGPE				X	X	X	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000
4.1.23	Promouvoir la gestion et l'exploitation des connaissances et de l'information ***	CCI-BF/DGPI/DGPE				X	X	X	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000
4.1.24	Mettre en place un pôle d'intelligence de l'administration ***	DGPE/DGPI/DGI				X	X	X	5 000 000	100 000 000	100 000 000	200 000 000
4.1.25	Mettre en place le guichet unique des mines *	MEBF/CCI-BF/DGPE			X	X	X		15 000 000	100 000 000	-	115 000 000

4.1.26	Mettre en œuvre les conclusions de l'étude d'interconnexion CEFORE/Administrations partenaires *	MEBF/CCI-BF/DGPE						X	X	-	-	3 000 000	3 000 000
4.1.27	Mettre en place le guichet unique des appels d'offres **	MEBF/CCI-BF/DGPE			X	X		X	X	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000

N°	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique						Programmation financière			
			2012			2013		2014	2012	2013	2014	TOTAL
1.28	Mettre en place le guichet unique du commerce extérieur **	MEBF/CCI-BF/DGCE/DGPE			X	X	X	X	350 000 000	-	-	350 000 000
1.29	Mettre en place des antennes des Centres de Gestion Agréée dans les régions *	CCI-BF/ CGA/ DGPE			X	X	X	X	70 000 000	70 000 000	70 000 000	210 000 000
1.30	Assurer le fonctionnement du comité de pilotage de la mise en œuvre de la réforme des licences d'affaires	DGPE		X	X	X	X	X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000
1.31	Déconcentrer et renforcer les structures d'appui au secteur privé (CEFORE, CEFAC)	MEBF		X	X	X	X	X	50 000 000	50 000 000	50 000 000	150 000 000